



Communiqué du Mouvement des Jeunes Socialistes des Hautes-Pyrénées

Autonomie des universités : plus de libertés pour plus d'inégalités et moins de qualité !

Les Jeunes Socialistes le clament depuis le départ, avec la loi d'autonomie des universités, les soldes sur l'enseignement supérieurs sont garantis ! C'est pourquoi, le MJS 65 apporte tout son soutien aux étudiants et enseignants de l'IUT de Tarbes et du pôle universitaire tarbais, qui se sont mobilisés ces derniers jours pour dénoncer les dérives de la loi d'autonomie des universités mise en place par le Gouvernement de Nicolas Sarkozy car ils voient concrètement les dangers de ce texte. En effet, cette loi met en danger l'enseignement supérieur, amplifie les inégalités entre les universités, et jette les bases de la sélection et de l'augmentation des frais d'inscriptions.

Pour résorber la pénurie budgétaire qu'elle a installée, l'UMP propose aux universités plus de liberté pour gérer leur budget et l'alimenter. Précisément, la mise en place du budget global, le transfert de propriété des bâtiments, l'embauche de personnels sur des contrats de droit privé (au détriment de fonctionnaire) ou encore le recours à des fondations pour améliorer les finances des universités, affaiblissent le service public en autorisant un transfert de responsabilité de l'Etat vers les universités. Les établissements seront donc complètement responsables de la qualité du service public, l'Etat n'ayant plus cette mission.

Concrètement, les universités les plus riches, ayant le patrimoine le plus important, le meilleur taux d'insertion professionnelle, situées dans les régions les plus attractives, seront renforcées au détriment des autres. Cette logique de concurrence pousse à la sélection des étudiants. En encourageant les universités à diversifier leurs sources de financement, le gouvernement incite, de fait, les universités à augmenter leurs frais d'inscriptions.

La loi d'autonomie et cette logique de concurrence posent ainsi les bases de la ruine du service public et de l'éducation. Plutôt que de sélectionner les étudiants, c'est d'une vraie démocratisation des études dont la France et les jeunes ont besoin. Pour cela, il faut une augmentation sensible des moyens accordés (la France est largement en retard...), une pédagogie nouvelle et une allocation d'autonomie pour sortir les jeunes de la précarité. C'est dans ce sens, en dénonçant et en proposant, que les jeunes socialistes continueront à se battre, pour démontrer aux jeunes que la gauche et la droite, cela ne sera jamais la même chose et que l'avenir se construit aujourd'hui.

Benjamin Verdeil, Président des Jeunes Socialistes des Hautes-Pyrénées